



DECISION
Concernant la défense de la Communauté
urbaine Limoges Métropole dans l'instance
n° 25BX00360

N° 27784

LE PRESIDENT DE LIMOGES-METROPOLE

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.521-2 et L.521-10;

Vu la délibération n° 2.2 du conseil communautaire en date du 17 avril 2025 aux termes de laquelle le conseil communautaire a obligé le Président, en application des articles L.521-2 et L. 521-10 du Code général des collectivités territoriales, certaines de ses attributions, notamment en ce qui concerne les actions en justice intéressant la Communauté urbaine;

Vu la requête introductive d'instance introduite devant la Cour administrative d'appel de Bordeaux n°25BX00360 par le Sieur MAHOUT, représenté par le SEARL GALLON ASSOCIAT & CONSEIL, contre la commune de Saint-Jean-le-Martel, demandeur d'annuler le jugement n° 2503091 du 27 décembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Limoges a condamné la commune de Saint-Jean-le-Martel à lui verser la somme de 6 222,20 euros et à repayer le surplus de ses conclusions;

Vu le courrier du 25 février 2025, par lequel la Cour administrative d'appel de Bordeaux a communiqué à Limoges Métropole la requête de la société MAHOUT, intimant de fait la communauté urbaine à l'instance suscitée;

CONSIDERANT qu'il y a intérêt pour Limoges Métropole Communauté urbaine de défendre ses intérêts dans ce dossier;

D E C I D E

Article 37. – La Communauté urbaine Limoges Métropole statue en justice dans le cadre de la requête introduite par la MAHOUT et sera représentée par Nadine Laroque, avocat au sein de la SCP Laroque – Saget/Reich – Elgar-Rodière & Associés

Fait à Limoges,

Signé électroniquement le 22/01/2026

Document communiqué en vertu de la loi n° 2019-1222 du 22 novembre 2019
sur l'accès à l'information



DÉCISION

Décision concernant la défense de la Communauté Urbaine Limoges Métropole dans l'instance n° 25BX00360

1 DOCUMENT - Publié le 22 Janvier 2026



27784.pdf
(.pdf, 235,5 Ko)



TÉLÉCHARGER